

Mais où va Emmanuel Macron, ce président devenu doublement illisible depuis les Gilets jaunes ?



Emmanuel Macron semble être devenu, depuis la crise des gilets jaunes doublement illisible. Entre l'accouchement d'usines à gaz à défaut de big bang fiscal promis et les promesses faites aux gilets jaunes contradictoires avec l'esprit économique pour lequel il a été élu.

Avec Frédéric Farah

Atlantico : N'assiste-t-on pas à la limite des technocrates pour diriger un pays ? Emmanuel Macron ne sait-il plus à quel saint économique se vouer ?

Frédéric Farah: Emmanuel Macron est apparu lors de son élection comme un homme pressé. Il devait réformer disait-on, autrement dit, insérer avec force, la France dans le modèle néo-libéral à l'œuvre dans l'Union européenne. Ce modèle exprime une confiance dans le marché et ses capacités à produire de la justice sociale, de l'efficacité économique. Une croyance qui partagée par une partie des élites politiques, économiques, et administratives européennes. Pour certains, et M Macron, notre système économique et social pâtit d'un excès de rigidités accumulées de longue date en matière de protection sociale, de droit du travail, ou de fonctionnement de marchés des biens et services. En somme, la théorie du retronement, ai-je envie de dire. A savoir, moins de protection du travail, moins de droits sociaux, pour exposer les individus au « vent vif de la concurrence » pour parler comme les députés britanniques de 1834 au moment des débats de l'abrogation des « poor laws »

Pour y parvenir, il était nécessaire de s'appuyer sur des technocrates, les experts, qui en France se sont imposés sur les intellectuels depuis la fin des années 1970. Il fallait un gouvernement technique comme celui de M Monti en 2011 en Italie. A cela, vous ajoutez les armes de la V^e République, et la machine à réformer à la hussarde peut s'engager. Le recours aux ordonnances, au vote bloqué, autant d'armes pour aller plus vite. M Macron a dynamité les cadres de la démocratie sociale, s'est joué des syndicats, et a contourné le parlement en s'appuyant sur une majorité de godillots.

Cette technocratie a peine à comprendre le pays, souvent persuadée d'avoir raison contre tous. Ici, il y aurait à engager une réflexion sur la formation de nos élites et sur l'accès à ces écoles. Aujourd'hui, il y a à l'ENA, moins d'élèves qui sont issus des classes populaires que dans les années 50 par exemple. D'excellents gestionnaires ne font par ailleurs pas de bons politiques. M Macron essaye maintenant de revivifier le cadre de la négociation collective, de retrouver les chemins de la démocratie sociale, mais ce n'est pas son monde, et le mal est fait, si je puis dire.

N'est-ce pas là également le résultat de l'abandon depuis près de 30 ans des capacités d'utilisation des outils économiques qui ont abouti à avoir la fiscalité comme seule variable d'ajustement ? N'assiste-t-on

pas là au "point d'orgue" de la limite de ce système ?

Des années 1980, à nos jours, on peut dire que l'histoire de nos politiques économiques, c'est l'histoire d'une impuissance voulue, construite, pour aboutir à ce que je nomme un « fake state ».

Pour mesurer en quelques lignes, le chemin parcouru, nous allons dessiner un arc temporel qui va de l'élection de F Mitterrand en 1981 à celle d'E Macron. Le premier a disposé comme aucun président de la Vème République, avant lui et après lui, d'une puissance de feu économique sans précédent (nationalisations, contrôle du secteur bancaire, de nombres de secteurs stratégiques, maîtrise de la politique monétaire, budgétaire etc) et cela s'est traduit par une déculottée en 1982 1983. Nous étions encore loin de la mondialisation d'aujourd'hui et de la puissance des marchés financiers et des folles contraintes européennes, pourtant nos politiques à cette époque, se sont couchés lamentablement. Et ainsi s'est installé le poncif de l'impasse du Keynésianisme ; A l'extrémité de cet arc de cercle, se trouve le président Macron qui est un président avec très peu d'outils de politique économique disponible. De 1983 à nos jours, notre classe politique s'est dépossédée des outils de la politique économique et nous sommes tombés dans la folie du gouvernement par les règles, que personne ne respecte vraiment tant elles sont absurdes. Le pacte de stabilité et de croissance n'a apporté ni la stabilité, ni la croissance.

Que peut bien valoir une politique économique, si elle ne dispose d'aucun moyen d'agir sur le taux d'intérêt, le taux de change, si son budget est contraint par un effet de réputation, si le social est soumis à une concurrence déloyale, alors il reste à la limite, l'outil fiscal dont l'usage atteint le grotesque : niches fiscales à foison, perte de la progressivité de l'impôt sur le revenu, mutation de l'ISF favorable aux détenteurs d'actions, fiscalité illisible et injuste sur les carburants etc) ;

Nous sommes à l'heure du fake state, qui met en scène son impuissance en faisant croire qu'il peut faire quelque chose. Il raconte une histoire à laquelle plus personne ne croit. A défaut de capacités d'agir, nous avons des hommes qui la miment , qui la racontent.

Le fake state, a besoin d'acteurs tout aussi fake. M Sarkozy ou M Macron dont l'énergie physique, a du masquer l'impuissance de leur politique. La seule politique qui leur reste se réduit à peu de choses mais dont les effets sont souvent calamiteux : fiscalité favorable au capital, déréglementation du marché du travail, démantèlement des services publics. A l'heure du fake state, la communication est essentielle car un Etat qui ne peut rien ne doit surtout pas le montrer. Alors les communicants nous racontent des histoires sur les politiques, mais c'est creux, les citoyens le sentent.

Les réformes de structures : plus de concurrence, plus de déréglementation ne conduisent pas à plus d'emplois ou de productivité. Dans ce cadre macroéconomique, rien de bon ne peut sortir. Il ne faut pas oublier qu'une politique économique est un système d'équité, autrement dit une décision économique se traduit bien souvent par l'appauvrissement de certains au profit d'autres. Faire supporter à certains plus que d'autres, certaines charges par exemple devrait se justifier au nom d'une certaine idée de la justice sociale. Aujourd'hui la sensibilité à l'égalité des conditions de la part de nos élites s'est réduite. La nouvelle et paradoxale équité est de penser que seules des inégalités plus lourdes, seraient profitables au plus grand nombre.

Emmanuel Macron serait donc bloqué au niveau national et au niveau européen ? Le logiciel sur lequel il a construit son quinquennat est cassé (réformer la France pour convaincre les Allemands de changer le rapport de force en Europe), du coup, où peut-on imaginer en le connaissant qu'il nous emmène ?

E Macron a pour l'instant tout faux et comme dans le conte, le roi est nu. L'illusion médiatique dissipée, M Macron apparaît pour ce qu'il est un président du fake state. Il a tenu de jolis discours à la Sorbonne et ailleurs pour raconter l'histoire du grand européen qu'il est ou qu'il serait. Mais il n'a fait qu'emboîter le même jeu de dupes que ces prédécesseurs pour espérer gagner la grâce de l'Allemagne, à savoir renoncer à plus de souveraineté, injecter plus de réformes structurelles. L'Allemagne défend mordicus ses intérêts nationaux avant toute chose, la France brade les siens. Au niveau national, E Macron découvre une partie du peuple qu'il a tant méprisé et qui se rappelle à lui en disant qu'il n'a pas laissé l'intention de se laisser plumer ou abandonner à une vie sans avenir. E Macron navigue à vue sans idée. Son avenir politique n'est pas complètement compromis car l'opposition qu'il affronte est fragmentée. E Macron a pactisé étrangement avec le vide. Le vide de sa politique économique et le vide en matière d'opposition. Le premier vide le fait errer, le second le sauve.

Cette fabrique de l'impuissance n'est-elle pas dangereuse dans un contexte où l'Europe semble en panne dans un contexte macroéconomique défavorable et une crise qui n'est pas loin de pointer le bout de son nez en Europe ?

Très dangereuse, car l'Europe est encore une fois « l'homme malade » de la mondialisation, elle affiche de médiocres performances en matière de croissance, elle conserve un haut niveau de chômage, le sud a définitivement décroché en matière de croissance et de développement. Les inégalités mettent à mal la construction européenne. Le bilan de la Commission Juncker est médiocre. En cas de crise sévère, il n'y a pas de leader sérieux qui se dégage. Notre président de la République est déjà très largement l'homme du passé.